

ZAMBIE.

Une enquête doit être ouverte sans délai concernant les coups de feu tirés par la police sur des responsables de l'opposition

Index AI : AFR 63/09/97

Diffusion immédiate

« Le président zambien Frederick Chiluba doit ordonner immédiatement l'ouverture d'une enquête exhaustive sur les coups de feu tirés par la police ce week-end, qui ont fait deux blessés parmi les responsables de l'opposition », a déclaré ce jour (lundi 25 août 1997) Pierre Sané, secrétaire général d'Amnesty International.

Cette déclaration fait suite aux événements du 23 août, au cours desquels des tireurs d'élite de la police ont pris pour cibles deux responsables de l'opposition alors qu'ils s'apprêtaient à quitter un rassemblement politique. Les balles ont éraflé la tête de l'ancien président Kenneth Kaunda, qui dirige aujourd'hui le United National Independence Party (UNIP, Parti uni pour l'indépendance nationale), et atteint le chef de file du Liberal Progressive Front (Front libéral progressiste), Roger Chongwe, à la joue et au cou.

Plusieurs autres personnes ont également été blessées par la police, qui a apparemment tiré à balles réelles et utilisé des gaz lacrymogènes pour disperser une foule de plusieurs centaines de personnes ; elle a en outre procédé à 21 arrestations et détruit le podium dressé pour le rassemblement. D'après Amnesty International, les récents événements ne sont qu'un exemple de plus du manque de neutralité politique de la police.

« L'absence de toute enquête impartiale et indépendante sur les tirs de la police entretient l'idée – tant au sein de la population zambienne que dans les rangs de la police elle-même – que les policiers jouissent de l'immunité des poursuites et ne se verront pas sanctionnés », a déclaré Pierre Sané dans la lettre qu'il a adressée au président Chiluba.

« Ces événements semblent d'autant plus graves qu'ils ont eu lieu dans un pays où la police fait un usage abusif de la force lorsqu'elle réprime les manifestations, où les médias sont privés de leur liberté d'expression et où aucune enquête n'a été ouverte jusqu'à présent sur des tirs similaires imputables à la police », a poursuivi M. Sané.

Les autorités zambiennes ont interdit au service public de radiodiffusion-télévision, la Zambia National Broadcasting Corporation, de présenter les nouvelles pendant vingt-quatre heures. Par ailleurs, la police a appréhendé Masautso Phiri, un collaborateur du quotidien The Post, alors qu'il prenait des photographies du rassemblement. D'après certains témoins, la police a réduit son appareil en miettes, détruit sa pellicule et l'a passé à tabac pour le punir d'avoir pris des clichés de policiers faisant un usage excessif de la force contre la population.

« Les tirs de la police doivent sans délai faire l'objet d'une enquête, dont les résultats seront rendus publics, afin que toute la lumière soit faite sur ces événements et que les coupables aient à répondre de leurs actes », a conclu M. Sané.